



Chapitre E-17

LOI SUR LES ÉVÊQUES CATHOLIQUES ROMAINS

- Interprétation: **1.** Dans la présente loi, à moins d'incompatibilité, le terme
« diocèse »: a) « diocèse » désigne toute division territoriale, présente ou future, soumise à la juridiction d'un évêque, et située en tout ou en partie dans les limites du Québec; ce terme comprend spécialement un archidiocèse, un diocèse, un exarchat, une abbaye nullius, un vicariat apostolique et une préfecture apostolique;
- « évêque »: b) « évêque » désigne un archevêque, un évêque, un exarque, un abbé nullius, un vicaire apostolique, un préfet apostolique et un administrateur apostolique, tant qu'il agit comme tel et demeure en communion avec l'Église catholique romaine;
- « corporation »: c) « corporation » désigne une corporation constituée sous le régime de l'article 3 de la présente loi.

S. R. 1964, c. 304, a. 1.

- Interprétation. **2.** Dans toute loi les termes « corporation archiépiscopale » ou « corporation épiscopale » comprennent aussi une corporation constituée sous le régime de l'article 3 de la présente loi.

S. R. 1964, c. 304, a. 2.

- Constitution par lettres patentes. **3.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, au moyen de lettres patentes qu'il délivre sous ses seing et sceau, accorder une charte constituant en corporation tout évêque qui lui en fait la demande.

Effet. Les lettres patentes délivrées par le ministre sous ses seing et sceau ont le même effet que si elles étaient délivrées par le lieutenant-gouverneur sous le grand sceau.

S. R. 1964, c. 304, a. 3; 1969, c. 26, a. 78; 1975, c. 76, a. 11.

- Nom. **4.** Le nom de la corporation est: « Le (*titre du chef ecclésiastique constitué en corporation: archevêque, évêque, etc.*) catholique romain de (*nom du diocèse de ce chef*) » et, en anglais: « The Roman Catholic (*title of the ecclesiastical head incorporated*) of (*name of the diocese of such head*) ».

S. R. 1964, c. 304, a. 4.

- Siège social.** **5.** Le siège social de la corporation est à l'endroit du siège résidentiel de l'évêque constitué en corporation ou, si tel siège résidentiel est en dehors du Québec, à l'endroit, au Québec, désigné dans la requête pour constitution en corporation.
S. R. 1964, c. 304, a. 5.
- Avis.** **6.** Un avis de l'émission des lettres patentes constituant une corporation sous l'autorité de la présente loi est publié dans la *Gazette officielle du Québec* par le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.
S. R. 1964, c. 304, a. 6; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 79; 1975, c. 76, a. 11.
- Membres.** **7.** Sont de droit et successivement membres de la corporation et ils en exercent tous les pouvoirs, l'évêque constitué en corporation et tous ses successeurs dans la même fonction.
- Défaut de membres.** La corporation subsiste malgré le défaut de membres.
S. R. 1964, c. 304, a. 7.
- Vacances.** **8.** En cas de vacance du siège épiscopal d'un évêque constitué en corporation, tout vicaire capitulaire, provicaire, pro-préfet ou administrateur, peut de droit et tant qu'il occupe sa fonction exercer les pouvoirs de cette corporation.
S. R. 1964, c. 304, a. 8.
- Fins.** **9.** Les fins de la corporation sont la religion, l'enseignement, l'éducation, la charité et l'hospitalisation.
S. R. 1964, c. 304, a. 9.
- Pouvoirs.** **10.** Pour la poursuite de ses fins, la corporation a les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires, et spécialement les suivants:
- a) avoir un sceau et le modifier à volonté;
 - b) ester en justice;
 - c) acquérir, établir, maintenir, administrer et gérer toute oeuvre ou entreprise en relation avec ses fins;
 - d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des résidences de clercs, séminaires, collèges, maisons d'enseignement ou d'éducation, centres hospitaliers, hospices, refuges, centres récréatifs, bibliothèques et, nonobstant toute disposition législative incompatible, des églises, chapelles, cimetières, presbytères, salles publiques, terrains de jeux;

e) s'obliger et obliger autrui envers elle par tout mode légal quelconque;

f) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi, et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;

g) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou autrement affecter d'une charge quelconque ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;

h) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;

i) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, tout en en conservant la possession, des biens meubles et immeubles, présents et futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicomis conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16) ou à toute loi pouvant remplacer cette dernière;

j) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit directement en son nom ou soit indirectement au nom de fiduciaires;

k) aider toute personne poursuivant une fin similaire à l'une des siennes, lui céder tout bien quelconque, gratuitement ou non, lui faire des prêts, cautionner ou garantir ses obligations ou engagements;

l) accepter tout don, legs ou autre libéralité;

m) acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre quelconque;

n) acquérir par expropriation avec l'autorisation préalable du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, tout bien jugé nécessaire pour la poursuite de ses fins, et spécialement tout immeuble pour emplacement d'une église, chapelle, presbytère, cimetière, salle publique;

o) acquérir, posséder et exercer hors du territoire du Québec les droits et pouvoirs que lui reconnaissent ou confèrent les lois en vigueur dans toute autre province ou tout autre pays;

p) déléguer par écrit à tout vicaire général, à tout vicaire délégué dans les vicariats ou préfectures apostoliques, ou à l'administrateur remplaçant l'évêque pendant l'absence de ce dernier, l'exercice de l'un ou de plusieurs des pouvoirs énumérés au présent article, sauf et excepté celui prévu au paragraphe n.

S. R. 1964, c. 304, a. 10; 1971, c. 48, a. 161.

Immeubles. **11.** La corporation devra disposer dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de vingt-cinq années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins.

S. R. 1964, c. 304, a. 11.

Réglementation. **12.** La corporation peut, à l'occasion, établir des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions, les devoirs et la rémunération de ses officiers, agents et serviteurs;
- c) la nomination et la régie d'un comité exécutif et de comités spéciaux qui peuvent être créés pour la réalisation de ses fins;
- d) l'administration, la gestion et le contrôle de ses biens, oeuvres et entreprises;
- e) la poursuite, d'une manière générale, de ses fins.

S. R. 1964, c. 304, a. 12.

Nom modifié. **13.** La corporation peut, si le Saint-Siège change le nom ou le siège du diocèse, modifier son nom corporatif ou l'endroit de son siège social; avis par écrit est donné au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières de toute telle modification, et cet avis est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

S. R. 1964, c. 304, a. 13; 1968, c. 23, a. 8; 1969, c. 26, a. 80; 1975, c. 76, a. 11.

Transport de biens. **14.** Toute personne qui détient des biens en fiducie ou de quelque autre manière pour l'une des fins mentionnées à l'article 9 de la présente loi, ou toute personne à qui de tels biens sont dévolus, peut les transporter en tout ou en partie à toute corporation constituée sous le régime de la présente loi; cette dernière est alors responsable des fiducies grevant ces biens dans la mesure des biens ainsi reçus.

S. R. 1964, c. 304, a. 14.

Registre. **15.** Un registre doit être tenu au siège social de la corporation et dans lequel doivent être consignés les règlements adoptés en exécution des pouvoirs conférés par l'article 12 et les délégations prévues par le paragraphe *p* de l'article 10.

Authenticité. Ce registre est authentique, ainsi que les extraits certifiés par l'évêque du lieu ou par le chancelier du diocèse.

Extraits. Toute personne intéressée peut le consulter et en obtenir à ses frais extrait certifié.

S. R. 1964, c. 304, a. 15.

Corporation non éteinte. **16.** La suppression d'un diocèse n'entraîne pas l'extinction de la corporation constituée de son chef; cette dernière continue à subsister et ses pouvoirs sont exercés par l'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège de ladite corporation.

S. R. 1964, c. 304, a. 16.

- Dissolution.** **17.** Une corporation constituée sous le régime de l'article 3 de la présente loi sera dissoute à compter du trentième jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis donné à telle fin par l'évêque exerçant les pouvoirs de telle corporation.
S. R. 1964, c. 304, a. 17; 1968, c. 23, a. 8.
- Preuve de fonction.** **18.** Un certificat du chancelier de l'archevêché de Québec constituera pour toutes fins la preuve qu'un clerc occupe la fonction d'évêque d'un diocèse ou toute autre fonction mentionnée dans la présente loi.
S. R. 1964, c. 304, a. 18.
- Charte.** **19.** Le lieutenant-gouverneur peut aussi, à la requête d'un évêque, accorder par lettres patentes émises sous le grand sceau une charte constituant en corporation, pour l'une des fins mentionnées à l'article 9 et aux conditions énoncées en la requête, tout conseil, comité, organisme ou oeuvre.
- Requête.** La requête de l'évêque indique la fin de la corporation, son siège social, les pouvoirs, droits et privilèges mentionnés à l'article 10 dont elle jouira, les règles pour l'exercice de ses pouvoirs et pour la désignation de ses membres ou administrateurs.
- Existence.** La corporation existe à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis de l'émission des lettres patentes.
- Modification.** Le lieutenant-gouverneur peut également, à la demande de l'évêque, modifier par lettres patentes supplémentaires les règlements et pouvoirs d'une corporation constituée sous le régime du présent article; avis de l'émission de ces lettres patentes est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.
- Dissolution par l'évêque.** L'évêque du diocèse dans lequel se trouve le siège social d'une corporation constituée sous le régime du présent article peut la dissoudre par un avis publié dans la *Gazette officielle du Québec*. Au cas de dissolution, les biens de telle corporation, après paiement de ses obligations, sont attribués à cet évêque.
S. R. 1964, c. 304, a. 19; 1968, c. 23, a. 8.
- Donations.** **20.** Nonobstant toute disposition contraire ou incompatible, les corporations constituées en vertu des lois du Québec sont autorisées à consentir et à faire à la corporation constituée sous l'autorité de l'article 3 de la présente loi, les donations qu'elles jugent convenables pour aider à défrayer le coût de construction et d'entretien de grands séminaires, et ce, par résolution adoptée à la majorité des administra-

teurs alors présents à une assemblée convoquée à cette fin, pourvu
qu'il y ait quorum.

S. R. 1964, c. 304, a. 20.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 304 des Statuts refondus, 1964, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre E-17 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

**STATUTS
REFONDUS, 1964**

**LOIS REFONDUES,
1977**

Chapitre 304

Chapitre E-17

**LOI DES ÉVÊQUES CA-
THOLIQUES ROMAINS**

**LOI SUR LES ÉVÊQUES
CATHOLIQUES RO-
MAINS**

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

1 - 20

1 - 20

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

